

[Text]

Canadian people in exchange for expenditure of public funds. We favour provinces participating as equity investors in specific projects of interest to them.

Some other concerns we have are that this new legislation would be a detriment to the Canadian Wheat Board in its operation and would demise its ability in exporting grain and carrying on the fine job they have done in the past.

I think the bottom line we are all concerned about is whether Canada can remain viable in the export of feed grains or wheat. In order to do so at a time when most other countries are heavily subsidizing their agricultural sector through the export of their grain, it is necessary in Canada that we continue to subsidize the transportation of grain into the export position. When we look in the United States at the PIK program and several other programs that are helping make agriculture viable in the States today, it seems foolish at this time to consider implementing this bill, which would make it almost impossible for Canadians to compete on the export market and still keep their farmers viable.

With that, I would like to turn the microphone over briefly to Anne Hemingway; then we will be ready to entertain any of your questions concerning this brief.

The Vice-Chairman: Anne Hemingway, please.

Ms Anne Hemingway (Vice-President of the federal New Democratic Party): Mr. Chairman, members of the Committee, I thought I would probably bring a more personal kind of look at what the proposed legislation would do on our farm. I am a household administrator who married a farmer; we have five children and farm three quarter sections of land. I have had to do some budgeting that would turn the likes of Allan MacEachen, Mr. Lalonde, the former Finance Minister, Mr. Crosbie, and our own Minister of Finance in Alberta grey in trying to budget with the uncertainty of income in the past. I dread to think of what kind of budgeting I am still going to have to do, and my daughters-in-law are going to have to do, as well as their husbands, should we allow the last piece of protection which farmers have in place, the statutory Crow rate.

• 1400

I am amazed at the kinds of arguments I listened to yesterday, which are supposed to pass for logic. I am amazed that the people who made the presentations could publicly make the statements which were made here, as though they were made in the interests of the people who in fact do pay their salaries.

On our farm, not only are we producers of grain, but we also raise and sell cattle. Yet may I state to you that the Alberta Cattle Commission does not represent my interests, either in

[Translation]

autre aumône publique, mais nous serions en faveur de remettre aux citoyens canadiens des capitaux propres en échange de la dépense de fonds publics. Nous sommes en faveur de la participation des provinces à titre d'investisseurs de capitaux propres dans les projets qui les intéressent particulièrement.

Nous sommes également préoccupés par le fait que cette nouvelle loi serait préjudiciable au fonctionnement de la Commission canadienne du blé et lui enlèverait sa capacité d'exporter du grain et de continuer l'excellent travail effectué dans le passé.

Je pense qu'en dernier ressort, nous sommes tous préoccupés par la question de savoir si le Canada peut demeurer un bon exportateur de grains de provende ou de blé. Pour ce faire, au moment où la plupart des autres pays subventionnent de façon considérable leur secteur agricole par l'exportation de leur grain, il est nécessaire qu'au Canada, nous continuions de subventionner le transport des grains en prévision de l'exportation. Lorsque nous jetons un coup d'oeil sur le programme PIK et plusieurs autres des États-Unis, qui aident à rendre l'agriculture viable dans ce pays aujourd'hui, il semble insensé, en ce moment, de songer à mettre en vigueur ce projet de loi, qui empêcherait presque les Canadiens d'être concurrentiels sur les marchés d'exportation et de maintenir quand même la viabilité de leurs agriculteurs.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, j'aimerais donner la parole brièvement à Anne Hemingway; puis nous serons prêts à répondre à toutes vos questions concernant ce mémoire.

Le vice-président: Anne Himingway, s'il vous plaît.

Mlle Anne Hmingway (vice-présidente du Nouveau Parti démocratique fédéral): Monsieur le président, membres du Comité, j'ai pensé que je pourrais probablement apporter un point de vue plus personnel sur ce que ferait la loi proposée sur nos fermes. Je suis une administratrice de ménage qui a épousé un agriculteur; nous avons 5 enfants et cultivons les trois quarts de notre terre. J'ai dû faire des budgets qui auraient dégouté Allan MacEachen, M. Lalonde et l'ancien ministre des Finances, M. Crosbie, et qui aurait donné des cheveux blancs à notre propre ministre des Finances de l'Alberta à essayer de faire des budgets face à l'incertitude des revenus dans le passé. Je n'ose même pas penser au genre de pirouette budgétaire que mes brues et leurs maris ainsi que moi-même devons faire si l'on enlève aux agriculteurs la dernière protection dont ils profitent, soit le tarif actuel de la passe du Nid-de-Corbeau.

Je suis stupéfaite par le genre d'arguments qu'on nous a servis hier, arguments qui sont censés être fondés sur la logique. Je me demande comment ces personnes ont osé faire de tels commentaires publics alors qu'elles sont supposées agir dans l'intérêt de ceux qui, en fait, paient leurs salaires.

En ce qui nous concerne, nous sommes non seulement des producteurs de céréales, mais aussi des éleveurs de bovins. Pourtant, je peux vous affirmer que l'*Alberta Cattle Commis-*